

LETTRE D'ALERTE CITOYENNE NATIONALE AUX FORCES CONSTITUÉES

PROTECTION DE LA POPULATION — PROTECTION DES AGENTS — MÉTHODE “SUR PIÈCES”

Destinataires : gendarmes, policiers, militaires, maires/élus, vétérinaires, agents préfectoraux, services de l'État, agents publics et toute personne recevant des ordres sous pression.

OBJET : Alerte opérationnelle — **refus des actes irréversibles sans pièces** (STOP / PAUSE / ÉCRITS / TRACE) — application de la hiérarchie des normes et protection personnelle de l'agent (DDHC art. 12, 16 ; Code pénal art. 122-4 ; CPP art. 40 ; CRPA ; CSI déontologie).

PIÈCES JOINTES :

- “Déclaration d'Opposabilité Citoyenne de Droit Supérieur” (bouclier de rappel des principes) + **Notice**
- **Fiche réflexe “STOP — PAUSE • ÉCRITS • TRACE”**
- **Annexe V8 — Sources & pièces à exiger**

MADAME / MONSIEUR,

Je vous adresse ce courrier comme **outil de protection**, protection **de la population** et protection **de l'agent** (civil, élu, militaire, policier, gendarme, vétérinaire, agent préfectoral). Son objectif est simple : **éviter qu'un acte irréversible soit exécuté “sous pression” sans dossier complet**, puis que la responsabilité remonte **sur l'exécutant** faute de traçabilité.

Dans les périodes de crise (sanitaire, alimentaire, sécuritaire, cyber, internationale), il arrive que :

- l'urgence **accélère** les décisions ;
- l'opacité **augmente** (documents incomplets, ordres oraux, “on verra après”) ;
- la pression **descend** sur le terrain (menaces disciplinaires, mises en demeure, rappels à l'ordre, injonctions) ;
- la chaîne de responsabilité soit **floutée**.

Dans ce contexte, **l'écrit est votre bouclier**. La hiérarchie des normes et les principes de légalité sont là pour cela (DDHC art. 12 et 16 ; principes généraux de légalité et de responsabilité ; code de déontologie police/gendarmerie au CSI ; CRPA sur l'accès aux documents et la motivation ; Code pénal art. 122-4 sur la limite à l'ordre ; CPP art. 40 pour le signalement).

Ce courrier n'est **ni un manifeste**, ni un appel à la désobéissance générale. C'est l'inverse : **un protocole minimal de vérification** avant d'engager des actions lourdes (vaccination de masse, abattage, réquisition, transport, destruction, restriction majeure, intervention coercitive).

1) LE RÉFLEXE EN 60 SECONDES : STOP / PAUSE / ÉCRITS / TRACE

STOP : **aucun acte irréversible** (vacciner, abattre, réquisitionner, transporter, détruire, restreindre) **sans base écrite** identifiable (texte + signataire + périmètre + durée + motivation).

PAUSE : si une pièce essentielle manque / est incohérente / est refusée → **demandeur report/suspension** le temps d'obtenir les écrits.

ÉCRITS : exiger des documents **datés, signés, complets**, avec **chaîne de responsabilité** (qui décide, qui signe, sur quels fondements juridiques et factuels).

TRACE : consigner l'ordre et les réponses (mail, note hiérarchique, registre interne, main-courante) + conserver copie des pièces.

Idée centrale : *Sans écrit, vous portez le risque. Avec écrit, vous protégez la population et vous vous protégez.*

2) Un basculement grave : quand ceux qui devraient nous protéger préparent le sacrifice

Avant même la crise actuelle de la DNC, plusieurs faits récents montrent un déplacement inquiétant de l'État de droit français **vers une logique de sacrifice imposé**.

– Le 19 novembre 2025, au Congrès des maires de France, le chef d'état-major des armées a demandé aux élus de **“préparer les Français à perdre leurs enfants”** et **“d’accepter de souffrir économiquement”** pour un conflit présenté comme inévitable. Un militaire, qui devrait rester neutre dans le débat public, a ainsi **préparé psychologiquement les représentants de la Nation** à accepter **la mort de leurs propres enfants**, en dehors de tout **débat parlementaire et de tout mandat clair**. Cette séquence interroge directement les articles 12 et 16 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, le Code de la défense, le Code pénal et **les engagements internationaux de la France interdisant la propagande de guerre**.

– Dans le même temps, **le décret n° 2025-1030** a créé des **“opérateurs de référence” privés**, capables de **former, soutenir et déployer des moyens militaires, y compris en manipulant des informations classifiées**. Ce texte ouvre la voie à une privatisation de fonctions régaliennes, fragilisant le principe selon lequel **la force publique doit rester sous le contrôle de la Nation** et non d'intérêts privés ou étrangers (DDHC art. 12, Code de la défense, articles 411-5 et suivants du Code pénal).

– Par ailleurs, **les données de santé de la population ont été confiées à un hébergeur soumis au droit d'un État étranger (Microsoft / Health Data Hub)**, malgré les avertissements de la CNIL et du Conseil d'État, au mépris des exigences du RGPD, de la protection du secret médical et des articles 411-5 à 411-7 du Code pénal sur les intérêts fondamentaux de la Nation.

– Enfin, la séquence ukrainienne a vu se multiplier **les livraisons d'armes, les accords de sécurité** et les **déclarations publiques** envisageant **l'envoi de troupes**, sans que le **Parlement ni le peuple** ne soient pleinement associés à ces choix, **alors même que la France s'approche d'une co-belligérance de fait**.

Pour de nombreux citoyens, ces éléments forment **un faisceau cohérent** : après avoir utilisé l'exception sanitaire pour suspendre des **droits fondamentaux** (jusqu'à autoriser des pratiques létales en EHPAD avec le décret Rivotril), le pouvoir prépare désormais **une fuite en avant guerrière** où l'on parle ouvertement de **sacrifier des enfants**, où l'on **privatise des morceaux de la force armée** et où l'on **expose des données stratégiques du pays**.

C'est dans **ce contexte de rupture** que la crise de la DNC doit être lue : non comme un épisode isolé, mais comme un nouveau terrain d'expérimentation où l'on demande à des professionnels – éleveurs, vétérinaires, forces de l'ordre – d'exécuter **des mesures irréversibles**, sans **transparence complète, sans contrôle démocratique suffisant** et au **mépris possible des normes supérieures** qui devraient rester **notre boussole commune**.

3) LA MÉTHODE “SUR PIÈCES” : 10 QUESTIONS QUI SAUVENT (POUR TOUT ORDRE)

Avant exécution, demander (ou vérifier) **sur pièces** :

1. **Quel acte exact** m'est demandé (vaccination / abattage / réquisition / contrôle / escortes / fermeture / transport / destruction) ?
2. **Qui signe** (autorité compétente) et **sur quel texte** (référence) ?
3. **Motivation écrite** : quels faits locaux, quels critères, quelles données, quelle urgence ?
4. **Périmètre / durée** : zonage, dates, modalités, fin de mesure.

5. **Voies et délais de recours** : mentionnés ? accessibles ?
6. **Alternatives examinées** : isolement, ciblage, surveillance, mesures graduées.
7. **Dossier de preuve** : résultats complets, protocole officiel, chaîne de prélèvement, contre-analyse possible.
8. **Proportionnalité** : lien clair entre le risque et la mesure (pas de “saut” logique).
9. **Traçabilité logistique** : lots, transports, destinations, volumes, destructions.
10. **Responsable de l'exécution** : qui porte le commandement local, qui valide la conformité, qui assume l'aval ?

Si une de ces 10 briques manque : **PAUSE** + demande formelle d'écrits.

4) CAS-ÉCOLE PRIORITAIRE : DNC (DERMATOSE NODULAIRE CONTAGIEUSE) — DÉCIDER SANS SE FAIRE PIÉGER

Le cas DNC est un exemple concret d'actes irréversibles possibles (vaccination de masse, abattage, destructions, restrictions, transports). Le point n'est pas d'avoir une opinion : le point est de **décider en sécurité, sur pièces**, et de ne pas laisser l'urgence remplacer le dossier.

4.1 Documents à exiger en premier (sources primaires)

- **ANSES / ANMV** : rechercher sur le site **anses.fr** et/ou **anmv.anses.fr** :
 - “ATU”, “Bovilis Lumpyvax-E”, “annexe”, “90077”, “notice”, “pharmacovigilance”.
- **Ministère de l'Agriculture** : site **agriculture.gouv.fr** — mots-clés : “DNC”, “campagne vaccination”, “foyers”, “zonage”, “mesures”.
- **EFSA** : site **efsa.europa.eu** — mots-clés : “lumpy skin disease”, “epidemiological report”, “vaccination”.

Principe : on lit la **notice/ATU** directement. Pas un résumé.

4.2 La QUESTION PIVOT (terrain vs post-vaccinal)

Avant toute mesure lourde déclenchée par des tests/détections, poser **par écrit** :

“Le signal observé correspond-il à un virus de terrain, ou peut-il être lié à la situation post-vaccinale (délais après vaccination, réponse immunitaire, présence/trace vaccinale) ? Sur quelle méthode objective repose la distinction ?”

À exiger :

- **Définition officielle d'un “cas” DNC** utilisée (clinique + épidémiologie + laboratoire ? ou laboratoire seul ?).
- **Temporalité complète** : dates vaccination / dates symptômes / dates prélèvements / délais.
- **Résultats complets** (pas “positif/suspect”) : méthode, labo, paramètres, seuils, compte rendu.
- Si une distinction “terrain / vaccinal” est invoquée : **preuve technique** (typage, séquençage, méthode dédiée) + comptes rendus.
- Si aucune distinction n'est disponible : **le risque d'erreur d'interprétation augmente** → **PAUSE** et demande d'instruction écrite motivée.

4.3 Proportionnalité (ne pas confondre incidence, létalité, mortalité)

Exiger un mini-tableau écrit (même simple) :

- Nombre de **cas cliniques** confirmés (pas seulement tests).

- **Incidence** : proportion réellement atteinte dans le troupeau/zone.
- **Létalité** parmi les atteints (conditions, co-facteurs).
- Justification : pourquoi **abattage total** vs **abattage ciblé** / **isolement** / **surveillance** / **biosécurité**.

Sans ce socle : toute mesure extrême devient juridiquement fragile et humainement risquée.

4.4 Chaîne alimentaire et traçabilité “zéro opacité”

Exiger, avant flux massifs (lait/viande) ou destructions :

- Procédure écrite de **contrôle sanitaire** : qui certifie, quels seuils, quels labos, quelle fréquence.
- Traçabilité des **lots/animaux/produits** : retraits, circuits, destructions.
- Bons de **transport** / **enlèvement** / **destination** : dates, volumes, sites.
- Liste des **rapports communicables** (à défaut : demande formelle au titre de l'accès aux documents).

5) PRESSIONS / MENACES RAPPORTÉES : QUE FAIRE SI POSER DES QUESTIONS “DÉRANGE”

Des professionnels rapportent que **poser des questions techniques ou demander des pièces** peut déclencher des pressions (rappels à l'ordre, menaces disciplinaires, injonctions à “exécuter sans discuter”, etc.).

Ce point impose une conduite simple : **ne jamais rester seul** et **remonter par écrit**.

Conduite à tenir (simple et robuste) :

- **Demander l'instruction par écrit** (ordre + base légale + motivation).
- **Consigner** immédiatement : date/heure/interlocuteur/phrased/object.
- **Informersa hiérarchie** et demander qu'elle **prenne position par écrit**.
- **Saisir le service juridique / référent déontologie / cellule de protection fonctionnelle** quand elle existe.
- **En cas de menace** : demander l'écrit, refuser l'oral, conserver preuves, et **signaler** selon les canaux internes.

Principe de sécurité : *Une pression sans écrit est une vulnérabilité. Un écrit transforme la pression en pièce vérifiable.*

6) QUE FAIRE SI... (SCRIPTS COURTS, UTILISABLES SUR LE TERRAIN)

A) Si on refuse de vous donner les pièces

Réponse courte :

“Je ne peux pas exécuter un acte irréversible sans base écrite complète. Je demande la communication des pièces minimales et une PAUSE le temps de les obtenir.”

B) Si l'ordre est oral / “on n'a pas le temps”

Réponse courte :

“Je vous demande de confirmer par écrit : texte applicable, signataire, motif, périmètre, durée. Sans écrit, je ne peux pas sécuriser la chaîne de responsabilité.”

C) Si l'urgence est réelle (risque immédiat)

Réponse proportionnée :

- Faire uniquement des **mesures conservatoires réversibles** (mise à l'écart, sécurisation, contrôle, constat).

- Reporter les actes irréversibles **à réception du dossier**.
- Tracer : “mesures conservatoires prises — pièces demandées — décision irréversible suspendue”.

D) Si vous subissez pression / menace / intimidation

Réponse courte :

“Je consigne cet échange et je demande une instruction écrite. Je remonte immédiatement à ma hiérarchie.”

Puis : mail de compte rendu + demande d’écrits + conservation des preuves.

7) REPÈRES JURIDIQUES À VÉRIFIER (SANS DÉBAT, JUSTE DES BASES)

Ces repères se vérifient sur **Légifrance** (mots-clés ci-dessous) :

- **DDHC 1789** :
 - **art. 3** (souveraineté), **art. 12** (force publique pour l’avantage de tous), **art. 16** (garantie des droits / séparation des pouvoirs).
- **Code pénal : art. 122-4** (ordre de la loi / commandement de l’autorité légitime — limites ; un ordre manifestement illégal ne protège pas l’exécutant).
- **Code de procédure pénale : art. 40** (signalement par un agent public de faits susceptibles de constituer un crime ou un délit).
- **CRPA** : droit d’accès aux documents administratifs + motivation des décisions défavorables.
- **Code de la sécurité intérieure (déontologie police/gendarmerie)** : principes de légalité, discernement, protection de la population, traçabilité des interventions.

Mots-clés Légifrance :

- “DDHC article 16” ; “Code pénal 122-4” ; “CPP article 40” ; “CRPA communication documents administratifs” ; “CSI code de déontologie police gendarmerie”.

8) SIGNAUX CONVERGENTS : POURQUOI L’ÉCRIT DEVIENT VITAL

En contexte de crises multiples, la tentation d’accélérer les décisions par exception augmente (mesures rapides, doctrine centralisée, communication de crise, contraintes logistiques). Parallèlement, des sujets structurants (données sensibles, souveraineté numérique, dispositifs de réquisition, cadres d’intervention extérieure, délégation à des opérateurs) peuvent évoluer par textes et circulaires.

Dans cet environnement, l’écrit n’est pas un luxe : c’est la seule protection commune (population, agent, élu, professionnel). Le réflexe “STOP/PAUSE/ÉCRITS/TRACE” est un garde-fou non partisan : il remet la décision dans l’État de droit.

9) RÔLE DU DOCUMENT “ZONE LIBRE” (PIÈCE JOINTE) : UN OUTIL DE CADRAGE ET DE PROTECTION

0. La présente lettre est jointe à un ensemble de documents, l’un de ces documents est une **“Déclaration d’Opposabilité Citoyenne de Droit Supérieur – Zone Libre”**.

Cette Déclaration est un outil écrit, légal, conçu pour vous aider à :

- ✓ consigner par écrit vos interrogations ou réserves lorsqu’un ordre vous semble juridiquement douteux ou manifestement disproportionné ;
- ✓ demander des précisions sur la base légale exacte, les analyses réalisées, l’examen des alternatives prévues par le droit ;
- ✓ refuser un ordre manifestement illégal en transférant clairement la responsabilité à l’autorité qui le donne, tout en restant dans un cadre juridique argumenté ;

- ✓ protéger vos proches et vos administrés en rappelant que certains droits , droit à la vie, à la propriété, à un recours effectif, à un minimum de sécurité alimentaire – ne peuvent être sacrifiés sans contrôle sérieux ;
- ✓ garder une preuve écrite en cas de contentieux ultérieur, devant une juridiction nationale ou internationale.
- ✓ Cette Déclaration ne vous appelle ni à l’insubordination, ni à la révolte, ni à la mise en cause personnelle de vos supérieurs. Elle vise à sécuriser juridiquement vos décisions, à ré-ancrer la force publique dans le service du droit supérieur, et à prévenir les situations où, demain, on pourrait

reprocher aux agents d’avoir exécuté des mesures manifestement disproportionnées sans avoir exprimé la moindre réserve.

En pratique, il vous est proposé :

1. de lire attentivement la Déclaration jointe ;
2. de la compléter, le cas échéant, lorsqu’une situation vous paraît poser un doute sérieux ;
3. d’en conserver pour vous un exemplaire signé ;
4. d’en transmettre un autre à votre hiérarchie, éventuellement contre accusé de réception ;
5. de la faire connaître, si vous le jugez utile, aux agents placés sous votre autorité.

10) CE QUE JE VOUS DEMANDE (SIMPLE, PRATICABLE)

1. **Conserver** ce courrier et le diffuser aux cadres/chefs d’unité/référents concernés.
2. **Exiger** systématiquement les **pièces minimales** avant tout acte irréversible.
3. **Tracer** les ordres, demandes, refus, pressions, et conserver copies.
4. **Remonter** à la hiérarchie toute situation où l’écrit est refusé ou où la proportionnalité n’est pas démontrée.
5. **En cas de doute sérieux**, appliquer la **PAUSE** et demander instruction écrite motivée.

CONCLUSION

Madame, Monsieur, je vous remercie de votre attention et de votre engagement.

Je sais que votre mission est difficile et que la pression du terrain est réelle. Justement : cette lettre vise à vous offrir une **corde de rappel juridique** claire, courte, et réutilisable.

Je vous demande respectueusement :

1. **D’adopter le réflexe “PAUSE • ÉCRITS • TRACE”** sur tout ordre sensible.
2. **De faire remonter** à vos autorités compétentes toute zone d’ombre, incohérence, ou insuffisance de justification.
3. **De conserver** ce courrier et ses pièces jointes comme élément de protection professionnelle.

Votre rôle n’est pas d’être des exécutants aveugles : vous êtes des **protecteurs**.

Et ce que vous acceptez aujourd’hui sans écrit ni contrôle pourra vous être reproché demain – non pas pour vous accuser, mais parce que la responsabilité remonte toujours, tôt ou tard, **jusqu’aux personnes**.

Je vous remercie pour votre lecture et votre discernement.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l’expression de ma considération respectueuse.

Un citoyen

ANNEXE — MÉMO DE VÉRIFICATION

1) MODE D'EMPLOI (20 SECONDES)

- **STOP** : pas d'acte irréversible sans écrit.
- **PAUSE** : pièce manquante / incohérence / doute sérieux → report/suspension.
- **ÉCRITS** : daté, signé, motivé, périmètre/durée, protocole, résultats complets.
- **TRACE** : consigner tout (mail, note hiérarchie, registre), conserver copies.

2) DNC — PIÈCES À EXIGER (CAS-ÉCOLE)

A) ATU / NOTICE / CONDITIONS D'EMPLOI (source primaire)

- Site : **ANSES** (rubrique vaccins / ANMV)
- Mots-clés : **“Bovilis Lumpyvax-E” “ATU” “annexe ATU” “conditions d’emploi” “pharmacovigilance”**
- À relever : type de vaccin, conditions d'usage, précautions gestation/lactation, mentions lait/viande, délais d'attente, traçabilité lots, effets indésirables, modalités de notification.

B) QUESTION PIVOT

- Mots-clés : **“DNC définition cas suspect confirmé protocole” “post-vaccination interprétation PCR” “distinction souche terrain vaccinale typage séquençage DIVA”**
- Exiger : protocole officiel, résultats complets, temporalité vaccination/prélèvement, méthode de distinction si invoquée (sinon : PAUSE).

C) PROPORTIONNALITÉ

- Exiger par écrit : cas cliniques confirmés, incidence, létalité parmi atteints, justification des mesures lourdes, alternatives évaluées (isolement/zonage/surveillance/abattage ciblé/biosécurité/réévaluation).

D) CHAÎNE ALIMENTAIRE / LOGISTIQUE

- Exiger : contrôles (qui certifie, quels labos, quels seuils), traçabilité lait/viande, retraits/destructions, bons de transport, destinations, volumes, dates, sites de traitement.

3) PIÈCES MINIMALES (CHECKLIST)

A) DÉCISION ADMINISTRATIVE

- Arrêté / réquisition / ordre de mission **intégral** + annexes + cartes + zonage + durée + motifs.
- Délégation de signature si nécessaire.
- Voies/délais de recours.
- Éléments factuels locaux justifiant l'urgence.

B) DOSSIER SANITAIRE

- Chaîne de prélèvement (qui, quand, où, transport, labo).
- Résultats complets (pas “positif” seul).
- Protocole décisionnel suspect/confirmé.

- Contre-analyse si contestation.

C) DOSSIER LOGISTIQUE

- Traçabilité enlèvement/transport/destination/destruction.
- Lots / animaux / volumes / dates.

4) REPÈRES JURIDIQUES — MOTS-CLÉS À TAPER (LÉGIFRANCE)

- **DDHC art. 3 / 12 / 16**
- **Code pénal art. 122-4** “ordre manifestement illégal”
- **CPP art. 40** “signalement autorité constituée”
- **CRPA** “communication documents administratifs” + “motivation décision défavorable”
- **CSI** “code de déontologie police gendarmerie” + “R.434-...” (vérifier articles)
- (Option) **CJA référé** “L.521-1” “L.521-2” si besoin d’orientation juridique (à manier par juriste).

5) SITES OFFICIELS — MOTS-CLÉS (SANS URL)

- **LÉGIFRANCE** : textes, décrets, arrêtés, articles.
- **ANSES** : ATU/notice/rapports DNC (mots-clés ci-dessus).
- **MINISTÈRE DE L’AGRICULTURE** : pages DNC, dispositifs, communiqués (mot-clé : “DNC campagne vaccination”).
- **EFSA** : rapports épidémiologie DNC/LSD (mot-clé : “lumpy skin disease EFSA report”).
- **WOAH/OMSA** : ressources maladies animales (mot-clé : “WOAH lumpy skin disease”).
- **CNIL** : décisions/positions données sensibles, hébergement données de santé (mot-clés : “HDS”, “transferts”, “souveraineté”).
- **COUR DES COMPTES** : rapports publics, audits (mot-clé : “rapport public thématique”).
- **CONSEIL D’ÉTAT / CONSEIL CONSTITUTIONNEL / VIE-PUBLIQUE** : repères institutionnels, contrôle, décisions.

6) PRESSION / MENACES : CONDUITE À TENIR (NEUTRE)

- Demander : “**Merci de confirmer par écrit l’instruction et sa base.**”
- Consigner : date, auteur, termes, contexte.
- Remonter : hiérarchie + référent juridique (copie).
- Ne pas polémiquer : rester sur **écrits / protocole / traçabilité**.
- Si gravité particulière selon statut : envisager **signalement** (CPP art. 40) ou démarche adaptée.

7) PHRASE RÉFLEXE (COPIER-COLLER)

“En l’absence de production immédiate des pièces minimales (base légale signée, motivation, protocole, résultats complets, alternatives examinées, traçabilité), je demande une PAUSE et la communication écrite de ces éléments. Sans écrits, je ne peux ni vérifier la légalité, ni sécuriser la chaîne de responsabilité, ni protéger la population.”